

VISITE DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION À CONSTANTINE

L'État n'envisage pas de lever le monopole de l'ANEP

«Les mécanismes en place ne permettent pas, pour le moment, de justifier de manière exacte la diffusion des journaux. Seulement, les chiffres du tirage sont disponibles et il est très difficile dans le contexte actuel d'établir le taux des invendus. Néanmoins, l'État est en train d'étudier les possibilités d'élaboration de nouveaux outils de mesure pour déterminer les vrais supports porteurs.»

Tel est le constat de la situation de cette filiale de l'édition fait par le ministre de la Communication et non moins porte-parole du gouvernement, M. Abderrachid Boukerzaza, dans un point de presse tenu, avant-hier, en marge de sa visite de travail effectuée à Constantine.

Un constat que tous ses prédécesseurs et également les observateurs du monde de la diffusion en Algérie ont fait et qui s'est, d'ailleurs, édifié comme une constante du secteur de l'information depuis l'implosion des titres privés en vertu de la loi d'avril 1990.

A quoi sert, alors, d'épiloguer à ce propos à chaque fois que la question se posera ? Apparemment, c'est pour justifier le monopole de l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep) sur les gisements publicitaires publics. «Il n'y a aucune institution qui a le monopole de la publicité sauf que l'État régule ses dépenses publicitaires par le biais de cette agence.

Et si l'État oblige ses opérateurs de passer par l'Anep pour faire passer leurs annonces, c'est pour contrôler ces dépenses parce qu'il s'agit de l'argent public», se justifiera-t-il en admettant qu'il n'y a pas de visibilité dans ce marché de la publicité, principale source financière des journaux et des médias en général. Plusieurs éditeurs avaient réclamé, et à maintes reprises, l'installation d'un office de justification de la diffusion afin de baliser ce marché, mais en vain. Pourtant, la formule est simple.

A qui profite alors cet état de fait ? Certainement pas à la promotion de la liberté d'expression à partir du moment où la régulation tue la concurrence et de facto, la qualité des produits informatifs.

En fait, ces mesures régulatrices ont permis à beaucoup d'éditeurs d'accéder à la manne financière, générée par les annonces publiques et s'assurer d'une aisance financière en dépit de «la médiocrité» qu'ils diffusent, et provoqué l'asphyxie de certains journaux de qualité. Par ailleurs, le ministre de la communication, qui a également constaté que les pratiques malhonnêtes minent sérieusement le secteur de la diffusion des journaux, a exprimé sa disponibilité à discuter avec les diffuseurs privés afin de trouver des solutions aux difficultés affrontées sur le terrain.

D'après M. Boukerzaza, la stratégie du gouvernement concernant ce chapitre de la chaîne de production de l'information est axée sur la multiplication des imprimeries à travers le territoire national. «

Le redéploiement des imprimeries facilitera davantage la résolution de ces problèmes», suggère-t-il. Il convient de noter que cette visite de travail s'inscrit, selon le ministre, dans le cadre de l'évaluation des moyens disponibles pour pouvoir identifier les besoins en équipements et en ressources humaines devant servir à la réalisation du projet des pôles régionaux d'information et de communication initié par le gouvernement.

L. H.

SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Le feuilleton des protestations continue

L'ensemble des travailleurs de l'éducation rejette, toujours aussi fermement, le contenu de la nouvelle grille des salaires. Malgré les intimidations et les sanctions, le feuilleton des protestations continue.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Réunis hier, à Alger, le SNTE de Karim Boudjenah et quatre coordinations du secteur de l'éducation, ont réitéré «leur mécontentement et leur refus de la nouvelle classification». L'ère des grèves «politiques», où les salaires n'étaient pas touchés, est révolue. «Les trois jours de grève observés pas les travailleurs de l'éducation seront officiellement prélevés de leur salaire», précise Boudjenah. Des intimidations qui ne semblent pas modérer leur combat. Bien au contraire, les sanctions

qui sont en cours d'application contre les grévistes, donnent une valeur au combat. «Les adjoints de l'éducation observeront, le 10 mars à 14 heures, un sit-in devant le ministère de l'Éducation au Ruisseau.

Le même jour, tous les travailleurs de l'éducation à travers le territoire national, organiseront simultanément des rassemblements devant les directions de l'éducation de leurs wilayas respectives», précise Boudjenah. Par ailleurs, le SNTE se réunira le 9 mars prochain avec l'ensemble des syndicats autonomes. Pour les

quatre coordinations, sous l'aile du SNTE, à savoir les coordinations des directeurs du moyen, des économes, des conseillers d'orientation, les revendications sont quasiment identiques : «des postes dignes et des salaires préservant cette dignité». Les mêmes contestations : un refus net de la nouvelle classification qui a conduit à des dégradations de postes». Dans ce chapitre, pour les directeurs du moyen qui contestent fermement cette classification les dégradant de trois points, il serait temps «de restituer au directeur son autorité et d'élargir ses prérogatives dans la prise de décisions». «Nous étions classés 16/02 et nous nous retrouvons au 13^e grade» explique le repré-

sentant de la coordination des directeurs, Ammour Tahar. Ce nouveau classement est jugé discriminatoire et non conforme aux responsabilités et au travail fourni. Autres revendications, «le droit au logement et aux primes».

De leur côté, les économes insistent sur la nécessité «d'une révision de la nouvelle grille des salaires», tout en axant leurs requêtes sur les primes et indemnités.

Les travailleurs de l'éducation qualifient le contenu de la grille des salaires «d'humiliation à l'égard de la classe moyenne». Enfin, ils déplorent le mutisme des autorités concernées, et la marginalisation des syndicats autonomes.

W. Z.

SÉNAT : RENOUVELLEMENT DES STRUCTURES PERMANENTES

Nette défaite pour Aboudjerra Soltani

Le renouvellement annuel des structures du Conseil de la nation, officiellement installées hier lundi en plénière, aura consacré une nette défaite de Aboudjerra Soltani face à ses opposants à l'intérieur du MSP.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans l'architecture structurelle du Sénat (les vice-présidents, les groupes parlementaires et les commissions permanentes) que l'on répartit au prorata du nombre de sénateurs pour chaque groupe (partisan ou tiers présidentiel), le MSP a droit à la présidence d'une commission et bien entendu à la présidence de son propre groupe.

Deux postes à pourvoir pour lesquels Aboudjerra Soltani verra ses candidats tout simplement rejetés par ses propres sénateurs.

C'est le cas notamment de celui qui était le président du groupe, Farid Hebbaz, qu'Aboudjerra voulait reconduire par désignation. Une proposition que rejette le groupe du MSP imposant la voie des urnes qui consacre un nouveau président de groupe, en l'occurrence El Hafed Mohamed Bouzgueue, tandis que la présidence de la commission «éducation, formation, enseignement supérieur et les affaires religieuses» revient à Salah Djouamaâ.

Hier au Sénat, à quelques minutes seulement de l'ouver-

ture de la séance plénière, Abdelkader Bensalah n'avait toujours pas lesdits noms représentant le MSP !

Cela alors même que tous les autres groupes avaient désigné les leurs, la veille déjà. Ainsi, le tiers présidentiel choisit «la stabilité» en reconduisant les sortants : Mme Bitat et Abderrazak Bouhara comme vice-président, le général à la retraite Mustapha Chelloufi à la présidence de la commission défense nationale, Souilah Boudjemaâ à la présidence de la commission des Affaires étrangères et Hamoud Chaïb pour la commission santé, affaires sociales et protection sociale.

Amar Mahdi est, lui, président de groupe. Le FLN, qui a

opté pour les élections, désigne Abdelkader Kemoune comme président du groupe, Boukheikh Mohamed Khamiss et Badredine Selmi comme vice-président du Sénat.

Idem pour le RND dont le groupe sera toujours présidé par Nacer Boudache et Hocine Daoud qui sera vice-président du Sénat en remplacement de Salem Badredine, précédemment nommé au Conseil constitutionnel.

Au chapitre des commissions permanentes, il convient de signaler que le FLN en préside trois (en plus du questeur de l'Assemblée), le tiers présidentiel trois, et le RND deux.

K. A.

BELAÏZ EN INSTALLANT LE PÔLE JUDICIAIRE SPÉCIALISÉ DE CONSTANTINE :

«Rien ne justifie la corruption»

«99% des magistrats sont honnêtes», selon Tayeb Belaïz, ministre de la Justice, garde des Sceaux. «Ce sont eux qui ont décidé de combattre la corruption au sein de leur corporation», a-t-il encore indiqué en évoquant le cas du magistrat de Chelghoum-Laïd arrêté en flagrant délit cette semaine et qui comparaitra devant le tribunal de Sétif

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - «La corruption est l'affaire de tous et elle se situe au même niveau que le terrorisme», selon toujours les déclarations du ministre de la Justice qui reconnaît la gravité de la chose.

Cependant, des procès parfois expéditifs, le recours systématique au placement sous mandat de dépôt, des prisons surpeuplées et des magistrats corrompus, ce sont là quelques symptômes de ce mal contre lequel la réforme de la justice tente d'y remédier

depuis huit années déjà et pour laquelle le ministre de la Justice ne rate aucune occasion pour faire rappeler la détermination à aller jusqu'au bout du «toiletage» promis.

La visite qui a conduit Tayeb Belaïz, hier, à Constantine pour y installer le deuxième pôle de juridiction spécialisée de la région Est, a été encore une fois, une occasion pour rappeler l'amélioration des conditions de travail des magistrats notamment en matière de salaire qui connaîtra également une hausse

dans un avenir proche, selon toujours le premier responsable du secteur. Pour cela, il n'hésitera pas à souligner «rien ne justifie la corruption» et à inviter les citoyens à dénoncer tout magistrat corrompu.

Par ailleurs, le ministre a inspecté le siège du tribunal de Constantine rénové dernièrement et qui constituera le siège du pôle judiciaire spécialisé de l'Est. Ce pôle pendra en charge toutes les affaires relatives aux crimes organisés et au blanchiment d'argent de toute la région. Pour ce, il a appelé que des magistrats ont été formés, durant trois ans, afin de maîtriser les dossiers complexes nécessitant des compétences en économie, comptabilité et notamment en informatique. Une nécessité imposée par les grandes mutations

socioéconomiques que connaît le pays et pour laquelle la spécialisation des juges devient une obligation.

En effet, le ministre a précisé que les magistrats des nouveaux pôles sont formés pour poursuivre les opérations de transfert d'argent douteuses qui entrent également dans le cadre de la lutte anti-terroriste.

Sur un autre registre et répondant à une question relative aux conditions de détention, le ministre s'est dit satisfait des progrès effectués dans ce domaine, reconnaissant tout de même que le seul point noir qui reste, c'est celui du surpeuplement des prisons. A cet effet, il précisera que les travaux de réalisation de 13 établissements pénitentiaires confiés aux Chinois sont lancés.

I. T.